



# ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Thomson

Question au Gouvernement n° 1915

## Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Georges Sarre.

M. Georges Sarre. Monsieur le président, mes chers collègues, ce n'est pas sans raison que 72 % des Français jugent anormale la cession pour un franc symbolique du groupe Thomson. (Exclamations sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la République.)

Thomson, selon vos propos, monsieur le Premier ministre, ne devait pas être divisé. Vous proposez de le dépecer, la partie défense allant à un assembleur, fabricant de missiles, la partie électronique grand public allant à un marchand de matériels, qui n'est pas au premier rang dans la compétition mondiale et même pas dans son propre pays.

Quitte à mettre 17 milliards de francs dans Thomson SA, que ce ne soit pas à fonds perdus, pour la bonne fortune de Daewoo et de M. Lagardère !

Thomson Multimedia, ce n'est pas une dette comptable.

M. Jacques Masdeu-Arus. Ça ne vaut rien !

M. Georges Sarre. C'est le numéro un mondial de la technologie numérique, présent sur tous les continents.

C'est un atout majeur pour la France. Je vous demande, monsieur le Premier ministre, d'interrompre, tant qu'il est encore temps, ce bradage sans précédent.

Thomson, avec l'effort public de 17 milliards de francs, avec son résultat d'exploitation bénéficiaire depuis trois ans, peut rester propriété de l'État.

D'ici peu de temps, non seulement Thomson retrouvera son équilibre, mais Thomson vaudra cher, très cher !

Le débat parlementaire qui a été annoncé doit être libre; il ne doit pas être faussé par des manœuvres hâtives.

L'Assemblée nationale ne doit pas être mise devant le fait accompli. Ce débat doit intervenir avant que la commission de privatisation ne rende son avis.

Je vous demande donc, monsieur le Premier ministre, avec mes amis des Mouvements des citoyens, d'indiquer les délais dans lesquels cet avis sera rendu et de prendre l'engagement de surseoir officiellement à toute décision avant la publication de cet avis et le débat organisé à l'Assemblée nationale. (Applaudissements sur divers bancs du groupe République et Liberté et sur les bancs du groupe socialiste.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances. Monsieur le député, il n'est de richesse que d'hommes. (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.)

M. Jean-Pierre Brard. Staline le disait déjà ! (Sourires.)

M. le ministre de l'économie et des finances. Les entreprises ont la valeur des hommes et des femmes qui collaborent quotidiennement à leur réussite. Mais encore faut-il que l'actionnaire soit à la mesure des enjeux.

N'avez-vous pas vérifié, au cours de quatorze années de socialisme,...

M. Jean-Claude Bateux. Vous n'avez que ce mot à la bouche !

M. le ministre de l'économie et des finances. ... que l'État n'était pas à sa place lorsqu'il s'occupait des entreprises et qu'il mettait en péril l'emploi. (Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la République. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.)

Si nous voulons respecter les citoyens et la République, nous devons d'abord respecter la loi...

M. Jean-Marc Salinier. Et Pacary ? Et la Suisse ?

M. le président. S'il vous plaît...

M. le ministre de l'économie et des finances. ... qui a pose des principes pour assurer la privatisation des entreprises. Nous entendons respecter la loi, toute la loi et rien que la loi. (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.) La commission de la privatisation est une institution indépendante dont vous ne pouvez douter de l'autorité.

M. Georges Sarre. Alors, à quoi sert le débat ?

M. le ministre de l'économie et des finances. Cessez d'entretenir la polémique. Le sort de Thomson et de l'industrie de défense mérite mieux.

M. Jean-Pierre Brard. Mieux qu'un franc, en tout cas !

M. le ministre de l'économie et des finances. Il s'agit aussi de l'emploi des personnes qui travaillent dans ces différentes entreprises.

M. Gérard Saumade. Bradage !

M. le ministre de l'économie et des finances. Il n'y a pas de bradage. Il y a un effort de recapitalisation de la part de l'État, certes, mais il y aura aussi un effort considérable d'investissement de la part de ceux qui entendent reprendre le contrôle de ce groupe pour en assurer la prospérité et préserver les emplois. (Applaudissements sur quelques bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la République. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.)

## Texte de la réponse

M. le président. La parole est à M. Georges Sarre.

M. Georges Sarre. Monsieur le président, mes chers collègues, ce n'est pas sans raison que 72 % des Français jugent anormale la cession pour un franc symbolique du groupe Thomson. (Exclamations sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la République.)

Thomson, selon vos propos, monsieur le Premier ministre, ne devait pas être divisé. Vous proposez de le dépecer, la partie défense allant à un ensemble, fabricant de missiles, la partie électronique grand public allant à un marchand de matériels, qui n'est pas au premier rang dans la compétition mondiale et même pas dans son propre pays.

Quitte à mettre 17 milliards de francs dans Thomson SA, que ce ne soit pas à fonds perdus, pour la bonne fortune de Daewoo et de M. Lagardère !

Thomson Multimedia, ce n'est pas une dette comptable.

M. Jacques Masdeu-Arus. Ça ne vaut rien !

M. Georges Sarre. C'est le numéro un mondial de la technologie numérique, présent sur tous les continents.

C'est un atout majeur pour la France. Je vous demande, monsieur le Premier ministre, d'interrompre, tant qu'il est encore temps, ce bradage sans précédent.

Thomson, avec l'effort public de 17 milliards de francs, avec son résultat d'exploitation bénéficiaire depuis trois ans, peut rester propriété de l'État.

D'ici peu de temps, non seulement Thomson retrouvera son équilibre, mais Thomson vaudra cher, très cher !

Le débat parlementaire qui a été annoncé doit être libre; il ne doit pas être faussé par des manœuvres hâtives.

L'Assemblée nationale ne doit pas être mise devant le fait accompli. Ce débat doit intervenir avant que la commission de privatisation ne rende son avis.

Je vous demande donc, monsieur le Premier ministre, avec mes amis des Mouvements des citoyens, d'indiquer les délais dans lesquels cet avis sera rendu et de prendre l'engagement de surseoir officiellement à toute décision avant la publication de cet avis et le débat organisé à l'Assemblée nationale. (Applaudissements sur divers bancs du groupe République et Liberté et sur les bancs du groupe socialiste.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances. Monsieur le député, il n'est de richesse que d'hommes. (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.)

M. Jean-Pierre Brard. Staline le disait déjà ! (Sourires.)

M. le ministre de l'économie et des finances. Les entreprises ont la valeur des hommes et des femmes qui collaborent quotidiennement à leur réussite. Mais encore faut-il que l'actionnaire soit à la mesure des enjeux. N'avez-vous pas vérifié, au cours de quatorze années de socialisme,...

M. Jean-Claude Bateux. Vous n'avez que ce mot à la bouche !

M. le ministre de l'économie et des finances. ... que l'État n'était pas à sa place lorsqu'il s'occupait des entreprises et qu'il mettait en péril l'emploi. (Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la République. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.)

Si nous voulons respecter les citoyens et la République, nous devons d'abord respecter la loi...

M. Jean-Marc Salinier. Et Pacary ? Et la Suisse ?

M. le président. S'il vous plaît...

M. le ministre de l'économie et des finances. ... qui a posé des principes pour assurer la privatisation des entreprises. Nous entendons respecter la loi, toute la loi et rien que la loi. (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.) La commission de la privatisation est une institution indépendante dont vous ne pouvez douter de l'autorité.

M. Georges Sarre. Alors, à quoi sert le débat ?

M. le ministre de l'économie et des finances. Cessez d'entretenir la polémique. Le sort de Thomson et de l'industrie de défense mérite mieux.

M. Jean-Pierre Brard. Mieux qu'un franc, en tout cas !

M. le ministre de l'économie et des finances. Il s'agit aussi de l'emploi des personnes qui travaillent dans ces différentes entreprises.

M. Gérard Saumade. Bradage !

M. le ministre de l'économie et des finances. Il n'y a pas de bradage. Il y a un effort de recapitalisation de la part de l'État, certes, mais il y aura aussi un effort considérable d'investissement de la part de ceux qui entendent reprendre le contrôle de ce groupe pour en assurer la prospérité et préserver les emplois. (Applaudissements sur quelques bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la République. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.)

## Données clés

**Auteur :** [M. Sarre Georges](#)

**Circonscription :** - RL

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 1915

**Rubrique :** Matériels électriques et électroniques

**Ministère interrogé :** économie et finances

**Ministère attributaire :** économie et finances

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 31 octobre 1996, page 6252

**Réponse publiée le :** 31 octobre 1996, page 6252

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 31 octobre 1996